

5e Édition

SEMINAIRE & CAMPUS

2019 BARCELONE
11-15
FÉVRIER

#UCLGmeets
#Listen2Cities



CGLU

Cités et Gouvernements
Locaux Unis

Copyright © 2019 UCLG

Tous droits réservés. Nulle partie de ce livre ne peut être réimprimée, reproduite ou utilisée sous quelque forme ou par quelque moyen électronique, mécanique ou autre, actuel ou futur, y compris la photocopie et l'enregistrement, ou tout système de stockage d'information ou de récupération, sans autorisation écrite des éditeurs.

United Cities and Local Governments
Cités et Gouvernements Locaux Unis
Ciudades y Gobiernos Locales Unidos
Avinyó 15 08002 Barcelona
www.uclg.org

Ce document a été réalisé avec le soutien financier de l'Union européenne. Le contenu de ce document est de la responsabilité de CGLU et sous aucun prétexte il ne peut être interprété comme le reflet du positionnement de l'Union européenne.

Crédits photos :

@UCLG-CGLU/Mark Shardan et
@UCLG-CGLU/Andrés Pardo

SOMMAIRE

1

page 4

Qu'est-ce que le séminaire de CGLU ?

2

page 8

Des prises de positions conjointes aux actions synchronisées : surfer sur les vagues d'action

TEMPS FORT

La prochaine génération de vagues d'action

La culmination des vagues d'action actuelles

3

page 14

La prochaine étape du mouvement municipal

TEMPS FORT

De la Conférence mondiale au Congrès générateur de politiques mondiales

4

page 18

Guider notre mouvement vers la prochaine décennie - Le système consultatif UBUNTU

5

page 24

Consolider les synergies du réseau : des priorités partagées à l'échelle continentale

TEMPS FORT

Notre partenariat avec l'Union européenne : la différence dans le travail des gouvernements locaux

6

page 28

La réunion annuelle de la Global Taskforce des gouvernements locaux et régionaux

TEMPS FORT

Suivi de la localisation des agendas mondiaux : rapport au Forum politique de haut niveau

7

page 32

Nos grandes lignes stratégiques

TEMPS FORT

L'égalité des genres au cœur de notre stratégie

Démocratie alimentaire, essentielle pour le développement de nos territoires

Les villes périphériques et leur rôle dans le développement

8

page 36

Questions à suivre

1

QU'EST-CE QUE LE SEMINAIRE DE CGLU ?

« Notre action collaborative est essentielle pour nous faire avancer. Notre Séminaire en fait partie : il reflète le chemin que nous avons parcouru, celui qu'il nous reste à parcourir, et ce que nous devons faire pour y parvenir »

Mpho Parks Tau
Président de CGLU

Action locale pour et
par les communautés



Le Séminaire annuel de CGLU rassemble pendant une semaine les principaux piliers et partenaires de l'Organisation, afin de définir les synergies et de développer des actions conformes aux plans de travail définis par les instances statutaires. Il permet aux participant-e-s de renforcer les liens entre les différentes parties de l'écosystème de CGLU, en impliquant aussi bien les dirigeant-e-s politiques que le personnel technique, afin de rassembler le réseau et réfléchir aux priorités et objectifs de l'année. Un grand nombre de participant-e-s considèrent par ailleurs qu'il s'agit d'un moment privilégié pour saisir véritablement comment fonctionne un réseau mondial et se familiariser avec les différents domaines de travail.

Cela explique probablement l'intérêt croissant suscité par cet exercice, qui a débuté avec une soixantaine de participant-e-s, pour en rassembler plus de 200 aujourd'hui. Depuis sa création il y a cinq ans, le Séminaire annuel de CGLU est devenu un rassemblement mondial, affichant sa bonne santé, ainsi que la volonté des participant-e-s de s'y impliquer et son utilité pour le réseau élargi de CGLU.

QUI A PARTICIPÉ AU SÉMINAIRE ?

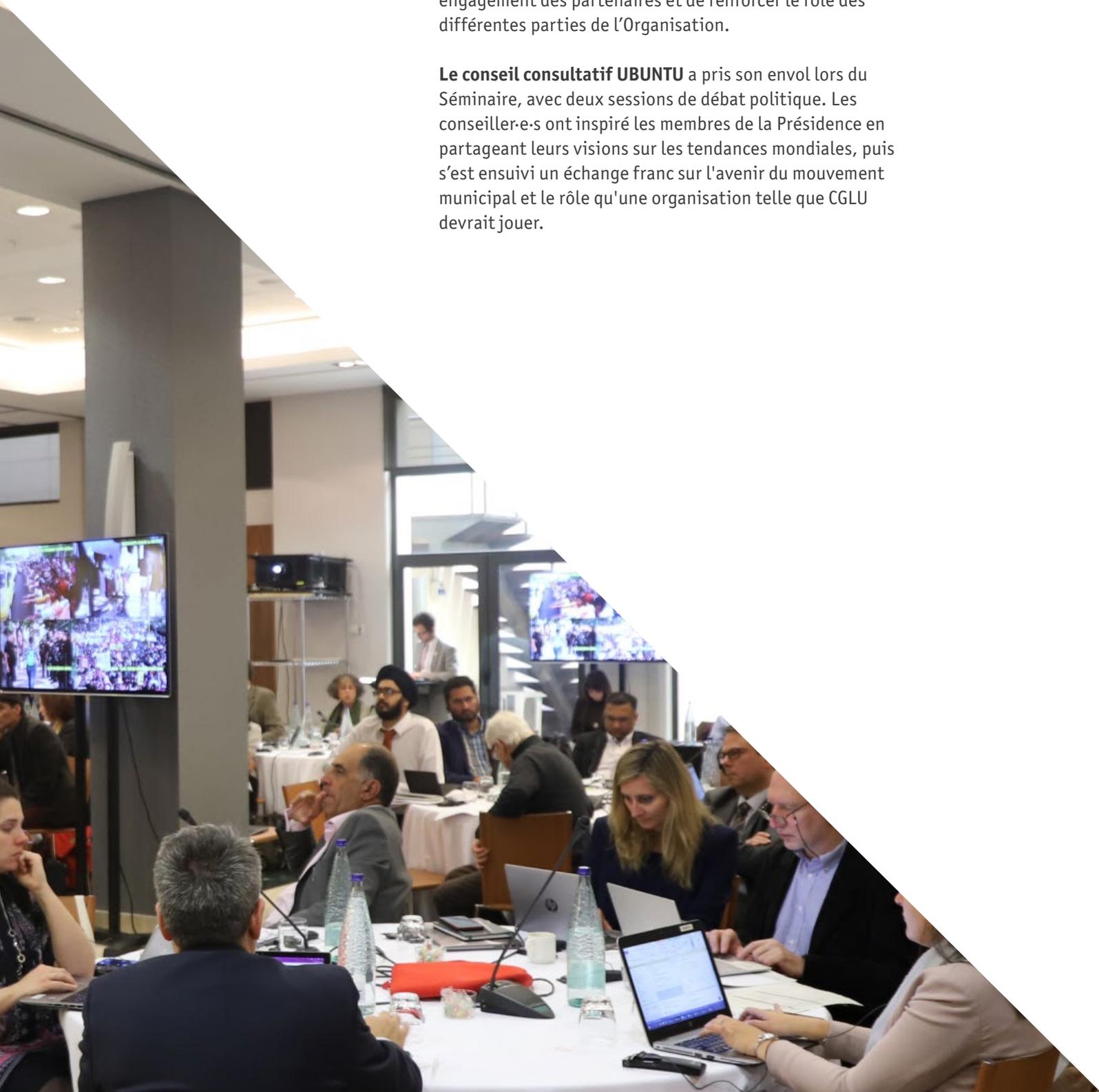
La cinquième édition du Séminaire et campus de CGLU a rassemblé environ 200 participant-e-s de 47 villes, régions et gouvernements provinciaux, 29 associations de gouvernements locaux et régionaux, avec des représentant-e-s en provenance de toutes les régions du monde et de toutes les sections de CGLU.



UN AVANT-GOÛT DE CE QUI NOUS ATTEND

Le **Sommet mondial des gouvernements locaux et régionaux, notre Congrès de 2019**, qui se tiendra à Durban en novembre, était le fil rouge de cette semaine de réunions. Des représentants de Durban et de SALGA ont présenté leur point de vue en tant qu'hôtes de l'événement, ainsi que l'impact que le Congrès devrait avoir. Deux sessions ont été consacrées aux préparatifs du Congrès, pendant lesquelles les membres et les partenaires sont convenus d'améliorer l'élément d'élaboration de politiques du rassemblement mondial, d'assurer un plus grand engagement des partenaires et de renforcer le rôle des différentes parties de l'Organisation.

Le **conseil consultatif UBUNTU** a pris son envol lors du Séminaire, avec deux sessions de débat politique. Les conseiller-e-s ont inspiré les membres de la Présidence en partageant leurs visions sur les tendances mondiales, puis s'est ensuivi un échange franc sur l'avenir du mouvement municipal et le rôle qu'une organisation telle que CGLU devrait jouer.



COMMENT LE SÉMINAIRE FONCTIONNE-T-IL ?

Le Séminaire de CGLU s'est structuré en deux moments distincts : la première partie de la semaine a été dédiée au travail des différentes parties prenantes du réseau, par le biais d'ateliers, présentations et séances de travail de nos différents domaines d'action. Pendant ces journées, le principal objectif était de co-créditer notre travail conjoint en tant qu'organisation, d'apprendre les un-e-s des autres et de synchroniser le travail entre les différentes parties du réseau.

La deuxième partie de la semaine a été consacrée aux débats politiques, avec notre groupe consultatif UBUNTU, qui a stimulé les débats et projeté nos priorités politiques vers la nouvelle décennie, ainsi que la réunion annuelle de la **Global Taskforce des gouvernements locaux et régionaux**, qui a rassemblé les représentant-e-s de plus de 24 organisations membres pour aborder les actions conjointes et le travail de mobilisation.

Parmi les nouveautés au programme de ce Séminaire 2019, il convient de mentionner les **bilans d'activités**. Ces courtes sessions étaient pensées pour évaluer le travail de la journée et, dans le même temps, susciter un débat sur ce qui pouvait manquer, ce qui pouvait être amélioré, ou encore comment le format du Séminaire pouvait aider à soulever des questions spécifiques à notre programme conjoint.

Des sessions de travail ont été organisées autour du forum d'apprentissage, du suivi de la localisation des ODD, de la stratégie de communication globale de CGLU et de la stratégie d'égalité des genres, du plan de travail du Forum des régions, de la réunion de la Communauté de pratiques sur les migrations, ainsi que des présentations Elevator Pitch sur la sécurité alimentaire, le Forum des villes périphériques, la plateforme d'échange sur la durabilité urbaine de Metropolis (USE) et les conclusions de l'étude sur l'égalité des sexes portant sur les femmes et l'espace public.



2

DES PRISES DE POSITIONS CONJOINTES AUX ACTIONS SYNCHRONISEES : SURFER SUR LES VAGUES D'ACTION

Les premières vagues d'action sont nées en 2017 et se sont poursuivies jusqu'à fin-2018. Ces vagues consistaient en une série d'**actions coordonnées** sur une période d'environ six à dix-huit mois, impliquant **différentes parties du réseau**. Chaque vague se concentre sur une **priorité politique** et implique une action correspondant à au moins trois des quatre priorités stratégiques de CGLU, à savoir : le plaidoyer, l'apprentissage, le suivi et la mise en œuvre.

Les vagues d'action ne sont pas de simples campagnes de communication/plaidoyer coordonnées. Elles consistent aussi en réelles actions d'apprentissage, en processus de suivi, en cas de mise en œuvre locale, **qui font déjà partie de notre travail en cours**. Les trois vagues d'action initiales sur les **migrations** et le **logement** d'une part, les deux faisant partie intégrante du droit à la ville, et sur les **finances locales** d'autre part, cette dernière soutenant le travail du conseil politique sur la gouvernance multiniveaux, arrivent à terme en 2019, et les participant-e-s ont pu présenter les leçons apprises.

LE LOGEMENT EST UN DROIT, PAS UNE MARCHANDISE

La **vague d'action sur le logement** a placé le droit au logement et le droit à la ville au centre du débat politique. Utilisant les mots clés #maketheshift et #right2housing, CGLU a défendu et continuera de défendre le droit au logement, en collaboration avec de nombreux acteurs, et a été très impliquée dans le mouvement **Make the Shift**, mené par la Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur le droit au logement adéquat.

Cette vague d'action a fait ses premiers pas lors de l'événement sur les villes pour le droit au logement, organisé fin-2017, et a culminé lors de la présentation, effectuée par la délégation des gouvernements locaux et régionaux au HLPF 2018, de la **Déclaration des villes pour le logement adéquat**, proposée par la ville de Barcelone.

Le leadership politique des villes, qui a inspiré la **Déclaration pour un logement adéquat**, a permis de réunir plus de 20 villes et régions, afin d'exiger un changement au niveau du droit au logement. En outre, une **communauté de pratiques sur le logement** a été mise en place, au sein de laquelle les meilleures pratiques des villes sont partagées.

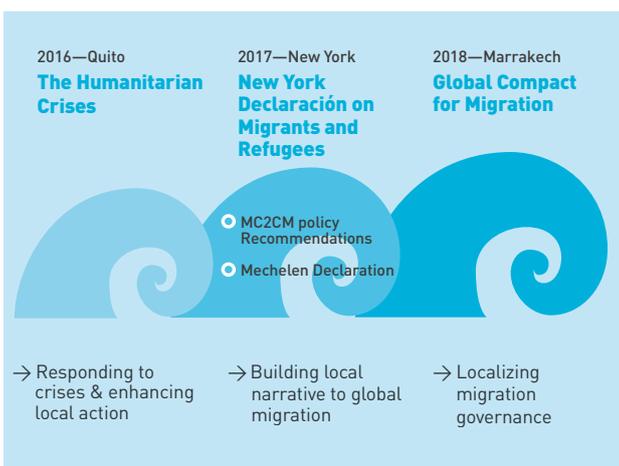


TOU-TE-S MIGRANT-E-S, TOU-TE-S CITOYEN-NE-S

La **vague d'action sur les migrations** s'efforce de faire changer la perception négative du phénomène et de mettre en évidence les aspects positifs des migrations, grâce à un travail conjoint entre le Secrétariat mondial, les sections et les commissions, sous le slogan « Tou-te-s migrant-e-s, tou-te-s citoyen-ne-s »

La vague d'action a été lancée fin-2017, avec pour but de transformer le récit sur les migrations à l'échelle locale, soulignant les opportunités qui accompagnent l'inclusion des migrant-e-s, et travaillant à influencer depuis l'échelle locale le **Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières**, qui a été adopté à Marrakech en décembre 2018, avec des contributions du collectif des gouvernements locaux et régionaux.

L'une des étapes importantes de cette vague d'action a été le projet Migration ville à ville en Méditerranée (MC2CM), un laboratoire qui a permis d'organiser des sessions d'apprentissage entre pairs sur des questions liées à la gouvernance des migrations et l'inclusion des nouveaux arrivés à l'échelle locale. La prochaine étape du projet MC2CM en Méditerranée, qui devrait s'achever en 2021, a commencé à se développer sur le terrain, avec davantage de villes et de partenaires, principalement des pays du Sud.



Partager | Écouter | Réviser



Action locale pour et
par les communautés



« Le financement du Nouvel Agenda urbain fait partie des problèmes auxquels nous sommes confrontés et représente pourtant en partie la solution, si nous voulons délivrer des services adéquats à nos communautés »

Nelson Fernández

Directeur des relations internationales et de la coopération, Montevideo

VERS UN NOUVEAU RÉCIT SUR LA LOCALISATION DES FINANCEMENTS

L'Agenda d'action d'Addis-Abeba soulignait l'importance de « renforcer les capacités des municipalités » et autres autorités locales. Afin de renforcer nos capacités, nous devons dépasser les cadres légaux qui, dans de nombreux cas, sont mal conçus en termes de financements des gouvernements locaux.

La **Vague d'action sur le financement local** a été déterminante pour la création de la **stratégie de CGLU sur la localisation des financements**, en plaçant le sujet au cœur des travaux de l'Organisation mondiale. C'est uniquement par la consolidation de l'accès aux financements qu'il sera possible de transformer avec succès le modèle actuel de gouvernance et réaliser ainsi les agendas mondiaux.

En outre, la stratégie sur la localisation des financements a mené à la création d'une coalition internationale appelant à des mécanismes financiers renouvelés et au développement d'une **communauté de pratiques**, qui compte plus de 20 villes et a été présentée lors du Conseil mondial de Madrid. Elle permettra à ses participant-e-s de partager leurs expériences et d'enrichir le travail de nos conseils politiques.

En partenariat avec le **FENU** et en **étroite collaboration avec le FMDV**, un fonds municipal a été créé pour aider les gouvernements locaux à accéder aux financements.





LES VAGUES D'ACTION DE CGLU POUR 2019-2020

Les sujets suivants ont été suggérés, car ils peuvent conjuguer leadership politique, élaboration de politiques et travaux pertinents pour notre Organisation, ce qui nous permettra de nous en nourrir et d'impliquer davantage de partenaires et d'intervenant-e-s au sein de nos travaux.

a/ **Un mot-clé / slogan avec un message politique clair**

b/ **Calendrier** : un calendrier clair doit être défini, allant de **six à dix-huit mois**, incluant des **événements internationaux clés** (réunions, rapports, campagnes), par exemple des conférences des Nations Unies, des rapports sur les ODD, des campagnes de la société civile.

c/ **Diversité des acteurs** : Une vague doit inclure des actions dans **au moins trois régions de CGLU**. La campagne doit également pouvoir être reliée aux travaux de **partenaires extérieurs** (société civile, agences de l'ONU, secteur privé, universitaires, etc.).

d/ **Contenu original** : une vague doit être basée sur un contenu original de CGLU (publications, événements, recommandations politiques, études de cas) portant sur **au moins trois des quatre domaines de travail stratégiques de CGLU** : mise en œuvre, suivi, apprentissage et plaidoyer.

a/ **Espace public** : un outil pour l'égalité : il s'agirait d'une vague d'action qui engloberait genre et accessibilité pour faire de l'espace public un moyen d'inclusion.

b/ **Réinvention de la démocratie locale** : s'appuyer sur la nécessité de regagner la confiance des citoyen-ne-s et montrer le potentiel d'institutions transparentes et solides pour transformer la société.

c/ **Localisation du Cadre de Sendai** : la transition écologique devra prêter attention à l'atténuation des changements climatiques, mais également au développement de sociétés durables et résilientes. Le Cadre de Sendai peut être déterminant pour les gouvernements locaux et régionaux, s'il est compris dans une perspective locale et territoriale.

« Nous devons aborder les défis mondiaux dans nos vagues d'action. Seuls les réseaux mondiaux tels que CGLU peuvent entreprendre ce travail »

Lorena Zarate
Habitat International Coalition



LOGEMENT

Une communauté de pratiques a été établie pour amplifier l'élan généré par la **vague d'action sur le logement**, dont l'élément le plus visible a été la présentation de la **Déclaration des villes pour le logement** lors du Forum politique de haut niveau en 2018.

La communauté de pratiques cherche désormais à transformer cette orientation politique en action, en développant un espace d'apprentissage et d'échange d'expériences. Il s'agira aussi d'un espace où nos membres, qui portent cette question, pourront proposer les prochaines étapes de plaidoyer à l'échelle nationale, régionale et mondiale. Pour illustrer ce qui précède, nous pouvons mentionner qu'une réunion spéciale a été organisée lors du Séminaire : la communauté a rassemblé des représentant-e-s de villes et de réseaux européens pour débattre du **projet de déclaration européenne des villes pour le logement**.

La déclaration européenne s'appuie sur la Déclaration des villes pour le logement et propose des mesures politiques réalisables pour que les prochains mandats de la Commission européenne et du Parlement permettent de développer des politiques garantissant l'accès au logement adéquat sur le continent.

Le travail se poursuit au niveau de la recherche, avec un chapitre important sur le logement dans le prochain Rapport GOLD V.



MIGRATIONS

Les migrant-e-s ne sont pas des nombres aux yeux des gouvernements locaux et régionaux : ce sont nos voisin-e-s. Aborder les migrations ne se résume pas pour les gouvernements locaux et régionaux à une question de frontières ; il s'agit plutôt d'une question de droits, de services essentiels et de solidarité.

Voici quelques-uns des messages solidement relayés par la vague d'action sur les migrations et qui sont parvenus à la côte marocaine pour enrichir les débats du Pacte mondial sur les migrations.

Bien que nos efforts pour assurer une place à la table des négociations pour les gouvernements locaux et régionaux n'aient pas connu autant de succès que nous le souhaitons, notre action collective a généré des positionnements conjoints, ainsi que des espaces pour apprendre les uns des autres, tout en mettant l'accent sur les opportunités positives des migrations, notamment sur les façons dont ce phénomène peut relier les territoires et aider à dépasser la dichotomie entre rural et urbain.



Les vagues d'action ne s'arrêtent pas brutalement. Leur énergie, leur effort collectif sont transformés et le travail se poursuit. Voici comment !

« Nous devons redonner sa place au leadership politique des gouvernements locaux et régionaux dans la gestion des migrations »

Jean-Pierre Elong Mbassi
Secrétaire général de CGLU-Afrique

« Ce que nous souhaitons atteindre avec le fonds d'investissement municipal, c'est un financement consensuel qui nous permette de réaliser les agendas mondiaux. Le chemin jusqu'à Paris passe par les villes et les gouvernements locaux »

David Jackson
Directeur pour le financement du développement local, FENU

FINANCES LOCALES

C'est uniquement par la consolidation de l'accès aux financements pour les gouvernements locaux que nous serons à même, non seulement de parvenir aux objectifs mondiaux, mais aussi de transformer avec succès le modèle actuel de gouvernance, pour en faire une gouvernance plus juste et durable, qui ne laisse personne, ni aucun territoire, pour compte.

CGLU fait de grands pas pour modifier le paradigme actuel et développer un écosystème de compréhension mutuelle entre les différentes sphères de gouvernement et d'autres acteurs, afin de permettre aux financements d'atteindre les communautés qui en ont besoin.

L'un des résultats de cet engagement a été, grâce au travail de la vague d'action, le développement, en partenariat avec le FENU et en étroite collaboration avec le FMDV, d'un **fonds d'investissement municipal** pour aider les gouvernements locaux à avoir accès aux financements. Pendant les premières étapes, le fonds a ciblé des investissements pilotes dans certaines municipalités afin de présenter le potentiel d'investissement dans les infrastructures municipales.

Les villes à l'écoute



3 LA PROCHAINE ETAPE DU MOUVEMENT MUNICIPAL

Le Congrès mondial de CGLU se tiendra juste avant le début d'une nouvelle décennie et nous permettra de consolider notre stratégie. Le Séminaire de CGLU a offert l'opportunité de débattre des défis auxquels sera confronté le mouvement municipal et, de fait, le monde, dans les décennies à venir, et ce qui peut être réalisé depuis la sphère locale pour garantir que nous continuions à avancer.

Avant les présentations du Congrès, un bref dialogue s'est tenu entre les acteurs qui ont planté le décor en introduisant les thèmes que le Congrès englobera. Parmi ces thèmes, nous pouvons mentionner les suivants : au-delà des idées et politiques traditionnelles, repenser la démocratie locale, établir une culture de paix, ou encore développer une économie plus inclusive.

« Si nous voulons promouvoir le rôle de la coopération internationale à une époque où la sécurité et la souveraineté orientent les priorités politiques un peu partout, nous devons faire entendre la voix du mouvement municipal »

Salvador Gausa

Directeur des relations internationales, Conseil de la province de Barcelone

LE CONGRÈS MONDIAL DE CGLU : LA CONSOLIDATION DE NOTRE STRATÉGIE

2019 est une année de Congrès, et le Séminaire et campus a débuté avec un objectif clair de co-crédation du Congrès 2019 de CGLU : un congrès qui doit rester pertinent pour les membres, le mouvement municipal et le monde. Le Congrès, a rappelé le président, doit trouver un équilibre entre les questions qui importent non seulement aux membres, mais aussi au monde dans son ensemble.

Ainsi, le Congrès mondial de CGLU devrait à la fois permettre de consolider la stratégie de l'Organisation mondiale, tout en constituant une première étape vers un nouvel ordre mondial. Le Congrès devrait permettre de comprendre qu'après avoir « écouté les villes » (*listen to cities*), « les villes sont à l'écoute » à leur tour (*cities are listening*), un changement de cap qui montre à quel point le mouvement municipal est prêt à demander davantage qu'un simple siège à la table des négociations mondiales.





« La contribution active et la générosité des organisations sœurs doivent être reconnues. Nous serons tous au Congrès, non seulement pour échanger, mais aussi pour prendre de réelles décisions. Ce Congrès sera un rassemblement pour élaborer des politiques »

Emilia Saiz
Secrétaire générale de CGLU

Le Congrès doit offrir de manière proactive un espace permettant à toutes les parties prenantes de participer et de créer, ensemble, l'avenir du mouvement municipal et bien plus encore. Seul un engagement des parties prenantes et un véritable dialogue à plusieurs niveaux permettront de transformer le système de gouvernance international.

Les transformations que nous souhaitons entreprendre nous demandent d'aller au-delà des simples processus de consultation pour passer à la co-crédation, avec nos communautés et toutes les parties prenantes. Le Congrès, pour réussir en tant qu'espace de transformation, doit aller au-delà de la famille de CGLU et véritablement construire, sur le terrain, un processus politique et décisionnel, en collaboration avec des organisations sœurs, la Global Taskforce, les communautés locales et la société civile.

Partager | Écouter | Réviser



« Nous voulons franchir une nouvelle étape, en n'invitant pas uniquement nos partenaires à se joindre à nous, mais en leur demandant de participer, avec nous, à l'élaboration des politiques mondiales qui définiront les communautés du futur »

Mpho Parks Tau
Président de CGLU



LES THÈMES DU CONGRÈS MONDIAL DE CGLU

La démocratie locale, qui se repositionne au cœur de l'organisation, l'égalité des genres, les dialogues intergénérationnels et la consolidation de la paix, constituent certains des éléments clés stratégiques à aborder lors du Congrès. Ils ont tous été un élément central de l'Organisation mondiale et seront développés conjointement lors du Sommet.

Afin de garantir que les délibérations du Sommet contribuent à la politique et à la stratégie de l'Organisation, les principaux axes du Congrès devront inclure les domaines politiques de CGLU : droit à la ville, opportunités pour tou-te-s, gouvernance multiniveaux et transition écologique.

Le Congrès devra nous permettre de nous préparer à entrer dans la prochaine phase du mouvement municipal, passant des échanges à la stratégie commune, et des déclarations à l'élaboration conjointe de politiques. Une phase au cours de laquelle, au lieu de seulement demander à être entendus et à occuper une place à la table des négociations mondiales, nous ÉCOUTONS les communautés et leur garantissons une place lors de nos propres prises de décisions.

« Nous nous engageons à promouvoir les valeurs de paix et de dialogue, et à garantir que l'agenda du genre soit en première ligne »

Nkoselhe Madlala
Conseiller municipal d'Ethekwini-Durban

TEMPS FORT

D'UNE CONFÉRENCE MONDIALE À UN CONGRÈS MONDIAL GÉNÉRATEUR DE POLITIQUES

Pour la première fois, les **résultats du Congrès** ne seront pas seulement une déclaration, mais une série de recommandations politiques intégrées, résultant de consultations avec d'autres parties prenantes et offrant des perspectives tant continentales que spécifiques. Ce processus permettra de consolider davantage le réseau.

Les consultations avec les autres parties prenantes seront assurées par le biais d'un processus de **Town Hall**, qui commencera avec les consultations organisées tout au long de l'année et qui déboucheront sur des échanges lors du Congrès avec des représentant-e-s des gouvernements locaux et régionaux. Les contributions de ces Town Halls seront présentées au collectif des gouvernements locaux et régionaux, lors de l'Assemblée mondiale des gouvernements locaux et régionaux.

En effet, le Congrès est mondial, mais il doit s'agir d'un Congrès qui nourrit les villes, les pays et les régions. **Il doit ainsi être enraciné dans le territoire**, en intégrant la dimension africaine, et mettre en valeur la ville et son potentiel. Cette dimension devra imprégner tous les aspects du Congrès, de sa conception (présentée au cours du Séminaire) à ses domaines thématiques.

L'une des principales innovations qu'apportera ce Congrès mondial consistera en un **processus d'élaboration de politiques**, qui sera garanti par le circuit de l'**Assemblée**, une composante non-stop du Congrès qui, par le biais de délibérations, présentera les priorités continentales et thématiques contribuant à la politique et au plaidoyer de l'Organisation.

L'Assemblée **recevra des contributions pour élaborer des politiques de la part de toutes les composantes du réseau**, et utilisera ces contributions comme base pour les débats, ce qui débouchera sur des recommandations spécifiques garantissant la transition entre l'ancienne et la nouvelle Présidence, et consolidera la stratégie du réseau. En outre, l'Assemblée soutiendra l'intégration des points de vue d'autres organisations sœurs, culminant sur des présentations lors d'une session de l'Assemblée mondiale des gouvernements locaux et régionaux, convoquée par la Global Taskforce.

« Il est de prime importance de façonner le mouvement global grâce à de solides contributions de nos collectifs, et le circuit de l'Assemblée est une étape cruciale »

Octavi de la Varga
Secrétaire général de Metropolis



4 UBUNTU : UN SYSTEME CONSULTATIF POUR GUIDER NOTRE MOUVEMENT VERS LA PROCHAINE DECENNIE

Les gouvernements locaux et régionaux sont prêts à être considérés comme partenaires du développement et à aider à façonner la gouvernance mondiale, mais ce n'est pas quelque chose que nous pouvons accomplir par nous-mêmes. Ce n'est qu'en établissant des dialogues et en donnant des conseils judicieux que nous pourrions faire entrer l'Organisation mondiale dans la prochaine décennie.

L'Organisation mondiale ne demande plus seulement une place à la table des négociations mondiales ; c'est désormais à son tour d'offrir un espace aux autres acteurs pour permettre de façonner ensemble le système de gouvernance mondiale. Nous passons de « listen2cities » (« écoutez les villes ») à « citiesARElistening » (« les villes SONT à l'écoute »).

CGLU a puisé son inspiration de la notion sud-africaine d'Ubuntu, notion qui comprend les communautés comme blocs fondateurs de l'humanité et qui nous encourage à nous voir au travers des yeux des autres, et dans l'esprit d'être à l'écoute de toutes les parties prenantes. C'est en ce sens que CGLU a établi le système consultatif international UBUNTU, qui vise à apporter inspiration et conseil à la Présidence de l'Organisation mondiale.



Son objectif est d'aider à définir les priorités de l'Organisation mondiale, en allant plus loin que le travail et la vision de ses membres au quotidien, et d'aider l'Organisation mondiale à montrer pourquoi la localisation est essentielle au développement mondial.

Les conseiller-e-s d'UBUNTU se sont rencontré-e-s pour la première fois dans le cadre du Séminaire et campus de CGLU, guidant ainsi le débat politique de l'Organisation mondiale, ce qui a permis au conseil de prendre son envol et de présenter sa vision, d'influencer les débats du Séminaire et de fournir à la Présidence des outils pour devenir partenaires de la transformation.

Les présentations ont ouvert le débat politique entre les membres, qui ont pris note des points de vue inspirants présentés par nos conseiller-e-s UBUNTU. Les membres ont réagi aux scénarios et idées présentés, et ont apporté leurs propres contributions aux enjeux et opportunités se présentant au mouvement municipal pour la décennie à venir.





DE SYSTÈMES INTERNATIONAUX VERS DES SYSTÈMES INTERURBAINS

Aromar Revi a affirmé que dans un monde où les villes ouvrent la voie, avec la moitié de la population mondiale et plus de 70 % de son économie, le temps où nous « supplions » d'être représentés au sein du système mondial est désormais révolu. Il est maintenant temps de passer **d'un système international à un système interurbain**. Les gouvernements locaux et régionaux doivent se considérer comme des espaces dans lesquels la transformation peut avoir lieu.

« Il appartient aux villes, et non aux États membres, de mettre en œuvre les accords mondiaux. Nous avons besoin d'un nouveau modèle de gouvernance nous permettant d'atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés »

Aromar Revi

Conseiller UBUNTU et directeur de l'Institut indien pour les établissements humains (IIHS)

En outre, il a souligné que les villes représentent des espaces paradoxaux, offrant des opportunités et renforçant des inégalités tout à la fois. Nos ambitions en tant que gouvernements locaux, a-t-il déclaré, doivent être considérablement renforcées, afin de remédier à ces inégalités et de mettre pleinement en œuvre les Objectifs mondiaux.

DES PAROLES AUX ACTES

La mise en œuvre des ODD ne peut se faire si nous ne démontrons pas notre mobilisation politique. C'est pourquoi il a appelé CGLU et ses sections à **identifier cinq thèmes clés** à synchroniser en vue du Congrès, en soulignant que le Congrès de CGLU est un espace dans lequel ces priorités peuvent être développées et adoptées.

Ada Colau, maire de Barcelone, a fait part de son accord avec le mouvement vers un système interurbain, expliquant que **« notre plaidoyer ne consiste pas uniquement à demander aux gouvernements nationaux d'écouter les villes, mais aussi de reconnaître que les villes sont l'échelon de gouvernement qui permet de tisser une vraie complicité avec les citoyens et citoyennes. »**

Carlos Martínez, maire de Soria, a également partagé sa volonté de reformer les institutions internationales et a déclaré : **« Il est nécessaire de renforcer le multilatéralisme et le positionnement des gouvernements locaux, qui sont des acteurs à part entière du développement durable. »**



LES GOUVERNEMENTS LOCAUX, CATALYSEURS DE LA SCIENCE

Debra Roberts a fait valoir que les changements dans la manière dont nous construisons, travaillons et vivons dans les villes ne peuvent se produire sans une prise de décision fondée sur des preuves : la science ne peut pas être laissée pour compte. Elle a appelé les gouvernements locaux à devenir des « moteurs de la science », pour renforcer, au moment des prises de décisions, la crédibilité des connaissances produites par et au sein des gouvernements locaux, les rendant ainsi aptes à devenir des espaces de dialogue et de véritables éléments transformateurs pour l'avenir.

Le rapport du GIEC, a-t-elle déclaré, indiquait clairement les domaines dans lesquels les plus grands changements étaient nécessaires pour pouvoir modifier le monde : **les infrastructures urbaines, les territoires, l'énergie et l'industrie**. Il appelait les villes à prendre des mesures immédiates et ambitieuses pour atteindre l'objectif de 1,5 °. L'établissement de partenariats avec les universités et le secteur tertiaire permettrait à l'Organisation mondiale d'avoir un discours axé sur des politiques fondées sur des faits scientifiques.

DES PAROLES AUX ACTES

Nous devons orienter le prochain Congrès et en faire un espace favorable à l'élaboration de politiques fondées sur des connaissances, et elle a appelé à la mise en

« 2030 ne signifie pas que nous disposons de 4 000 jours pour atteindre l'objectif de 1,5 °, mais plutôt que c'est aujourd'hui et maintenant qu'il faut agir. Il est essentiel de mobiliser la science, les gouvernements locaux et les connaissances locales dès le départ pour y parvenir »

Debra Roberts
Conseillère UBUNTU et coprésidente du groupe de travail II du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)

place d'un **réseau d'universités et d'établissements d'enseignement supérieur de CGLU**, permettant d'échanger des connaissances et de s'appuyer sur elles. Elle a en outre souligné la nécessité de mettre au premier plan les thèmes pour lesquels trop peu de recherches sont conduites : le financement pour réaliser les agendas, et notamment l'agenda climatique.

Peter Kurz, maire de Mannheim, a fait part de son intention à aller plus loin dans la lutte contre les changements climatiques. Il a notamment affirmé que **« Si nous, les gouvernements locaux, nous représentons la communauté mondiale sur la question du climat et des inégalités, et si nous atteignons un consensus sur la façon d'agir, alors nous serons à même d'aider les autres gouvernements locaux à répondre à ces questions et à les renforcer, pour qu'ils puissent agir de façon autonome. »**



LE POUVOIR COLLECTIF DES VILLES DÉPASSE CELUI DES GOUVERNEMENTS

« Oui, nous avons besoin de leadership ; mais nous avons aussi besoin d'une vision à long terme, pour mener certains processus et promouvoir les changements. Nous devons être à même de comprendre la complexité des villes, et renforcer notre capacité à penser les métropoles »

Jorge Pérez Jaramillo
Conseiller UBUNTU et doyen de la faculté d'architecture de l'Université de Santo Tomás à Medellín



Jorge Pérez Jaramillo a mis en exergue les valeurs d'éthique et de loyauté qui forment le noyau d'UBUNTU. Il a souligné la nécessité d'envisager les villes sur le long terme, en tant que projet collectif, au-delà même du leadership politique de leurs maires. Des leaders visionnaires sont nécessaires, mais ils doivent respecter le processus collectif de construction de la ville.

Les villes, a-t-il rappelé, existent grâce à leurs habitant-e-s et sont le produit de la planification et du dialogue social. Il a appelé à promouvoir l'interdépendance territoriale (entre municipalités), afin de pouvoir gérer les ressources générées sur les territoires.

DES PAROLES AUX ACTES

Jorge Pérez Jaramillo a insisté sur la notion de ville en tant que projet collectif, qui doit être développé avec une vision à long terme. Cette vision à long terme appelle à rassembler le pouvoir conjoint des communautés, promouvoir la co-création entre ces communautés locales et la coopération entre municipalités, en servant de complément aux agendas des villes et en partageant les bonnes pratiques. Cela permettrait de développer des réseaux de connaissances locales, à commencer par des « micro-réseaux » plus petits qui pourraient commencer à se développer lors du Congrès.

Johnny Araya, maire de San José, a appuyé la notion de villes comme projet collectif, et a ajouté que **« tous les élus doivent construire, avec les citoyens, un récit pour leur ville, un récit qui prenne en compte la vision de l'avenir que nous avons. »**



L'ÉGALITÉ, CLÉ DE LA TRANSFORMATION

Ana Falú a souligné le rôle des femmes au sein des communautés, qui mènent le débat sur l'égalité entre les sexes et la transformation de leur société afin de mettre un terme à la discrimination. La force des femmes qui défendent leurs droits nous incite à nous interroger sur le nouveau rôle de la femme : comment aborder les différentes identités en politique, comment aborder la dimension du genre pour lutter contre la pauvreté et comment traiter les inégalités, qui, malgré les progrès réalisés, traversent toujours nos sociétés.

Les femmes, a-t-elle déclaré, sont résilientes et ne constituent pas un « secteur vulnérable ». Elle a également souligné la nécessité de recenser qui sont les femmes et où elles se trouvent, et de faciliter leur accès aux postes de pouvoir et de les intégrer au processus décisionnel.

Sans les femmes, il n'y a pas de démocratie.

« Sans les femmes, il n'y a pas de démocratie. Il ne s'agit pas uniquement de ne laisser personne, ni aucun territoire, pour compte. Il ne faut laisser aucune identité pour compte non plus »

Ana Falú

Présidente, professeure et chercheuse en architecture à l'Université nationale de Cordoba et directrice de l'INVIHAB

DES PAROLES AUX ACTES

Ana Falú a appelé à faire atterrir les agendas mondiaux dans les actions et politiques locales et a formulé **trois propositions concrètes pour intégrer l'égalité des sexes au cœur de la planification urbaine** : intégrer des politiques en faveur de l'égalité des sexes, nouer des alliances avec les femmes dans les territoires et, enfin, inclure ces mesures dans le budget. Elle a proposé que CGLU lance un **programme pilote de 10 villes du monde, qui s'engageraient à réaliser des objectifs tels que le recensement des femmes** et l'élaboration d'un agenda pour l'égalité des sexes, qui pourrait être partagé avec d'autres villes d'ici deux à trois ans.

Laura Pérez, conseillère municipale de Barcelone déléguée aux féminismes, a souligné le besoin de planification de l'espace urbain pour les femmes, ajoutant que **« l'espace urbain est conditionné par le genre. C'est uniquement par un regard plus critique sur le genre que nous parviendrons à des villes plus inclusives »**



5 CONSOLIDER LES SYNERGIES DU RESEAU : DES PRIORITES PARTAGEES A L'ECHELLE CONTINENTALE

Dans une logique de construction du bas vers le haut et en soulignant la diversité des régions mondiales, les Sections régionales de CGLU ont été invitées à réfléchir sur trois thèmes principaux, sur lesquels elles ont déjà travaillé lors de précédentes réunions des secrétaires généraux, afin d'aligner leurs priorités et de renforcer la coordination.

L'action pour le climat, le financement et la localisation sont au premier plan de notre stratégie à l'échelle mondiale, et les trois domaines dans lesquels l'Organisation mondiale peut faire la plus grande différence. Une approche continentale pour chacun d'eux est essentielle pour mieux comprendre comment les aborder.



« Le pire ennemi du climat, c'est la procrastination politique. Si nous n'agissons pas très rapidement, ce ne sera même pas la peine d'agir : nous ne serons plus de cette planète »

Frédéric Vallier
Secrétaire général du CCRE

AU-DELÀ DE L'ATTÉNUATION DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES : LES GOUVERNEMENTS LOCAUX, FERS DE LANCE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

En ce qui concerne le climat, les intervenant-e-s ont convenu que CGLU devrait jouer un rôle plus important en défendant un nouveau modèle, autour d'une transition écologique basée sur des économies circulaires. En outre, CGLU doit renforcer son rôle de soutien aux municipalités sur la question du climat, et défendre la territorialisation des Contributions déterminées au niveau local au niveau des Nations Unies.

Les participant-e-s ont considéré que relier les agendas de la résilience et du climat aux ODD et aux grands agendas du développement était une priorité essentielle pour aborder les agendas du développement mondial comme un agenda unique, garantissant qu'aucun domaine du développement ne soit omis.

« Dans la région ASPAC, nous ne plaidons pas seulement en faveur des objectifs mondiaux, mais plutôt en faveur de tous les agendas, en particulier le Cadre de Sendai, qui représente notre priorité. Notre travail de plaidoyer doit comprendre la structure inhérente à chaque région »

Bernadia Irawati Tjandradewi
Secrétaire générale de CGLU-ASPAC



CE QUI NOUS ATTEND POUR LOCALISER LES OBJECTIFS MONDIAUX

Les participant-e-s considèrent la **localisation des ODD** comme une priorité absolue. Ils ont affirmé qu'aller au-delà du simple alignement des priorités sur les ODD et renforcer les gouvernements locaux constituerait les prochaines **étapes clés de la localisation**. La coordination entre les différentes sections régionales et le renforcement de la formation des formateurs sur la réalisation des Objectifs de développement durable ont également été jugés essentiels.

« Nous cartographions les initiatives sur les ODD en Turquie, ce qui nous permet de sensibiliser le personnel municipal à la mise en œuvre et au suivi des ODD, en les intégrant dans le travail des municipalités »

Mehmet Duman
Secrétaire général de CGLU-MEWA

Action locale pour et par les communautés



LA LOCALISATION DES FINANCEMENTS POUR RÉALISER LES AGENDAS MONDIAUX

La nécessité de renforcer les partenariats multipartites - notamment ceux avec le secteur privé - et de développer des communautés de pratiques en matière de financement est essentielle pour que la **stratégie de CGLU sur la localisation du financement** réussisse. Les participant-e-s ont été invité-e-s à identifier la manière dont les sections adaptent la stratégie de financement de l'Organisation mondiale à la stratégie de leurs régions.

À la fin de la session, un moment a été accordé pour tirer le bilan, et les participants ont appelé à renforcer la collaboration avec les gouvernements nationaux et relier les agendas mondiaux afin de renforcer nos travaux sur la localisation.

« En Amérique Latine, il n'y a pas de doute : le financement est une question essentielle. Lors de notre Congrès, ce sera d'ailleurs l'un des principaux thèmes, et il sera crucial pour l'agenda des gouvernements locaux partout dans le monde »

Sergio Arredondo
Secrétaire exécutif de FLACMA

« Nous avons la possibilité d'attirer plus de membres, mais nous avons besoin d'espaces spécifiques. Notre Organisation est très riche et doit s'appuyer sur cette diversité »

María Julia Reyna
Secrétaire aux relations internationales et à l'intégration, province de Santa Fe (Argentine)

TEMPS FORT NOTRE PARTENARIAT AVEC L'UNION EUROPÉENNE : LA DIFFÉRENCE DANS LE TRAVAIL DES GOUVERNEMENTS LOCAUX

Le Séminaire a permis de présenter **le lien important entre l'Union européenne et le mouvement municipal**. Le partenariat stratégique entre CGLU et l'Union européenne s'est révélé essentiel pour susciter une transformation, en particulier en termes de suivi du travail de l'Organisation mondiale et de liens développés entre le mouvement municipal, la société civile et d'autres réseaux.

La Commission européenne, représentée par **Paolo Ciccarelli**, a présenté ses priorités et ses attentes au niveau du dialogue avec les échelons infranationaux de gouvernement. Le représentant a ainsi souligné le besoin d'élargir les liens entre les gouvernements locaux et le monde universitaire, les agences de l'ONU et d'autres réseaux, afin de développer les connaissances. Il a reconnu l'importance du soutien à apporter aux associations de gouvernements locaux.

Ce soutien, a-t-il avancé, a permis à la Commission européenne de développer sa coopération avec les gouvernements locaux et, en général, de renforcer l'efficacité de son travail. La coopération accrue à l'échelon national serait également cruciale pour intensifier le travail conjoint de la Commission et des réseaux de gouvernements locaux et régionaux.



6

LA RÉUNION ANNUELLE DE LA GLOBAL TASKFORCE DES GOUVERNEMENTS LOCAUX SET RÉGIONAUX



DEFIS ET OPPORTUNITES POUR LE COLLECTIF DES GOUVERNEMENTS LOCAUX SET REGIONAUX

Au cours des quatre dernières années, la Global Taskforce des gouvernements locaux et régionaux s'est réunie chaque année, afin de définir un plan de travail commun et d'aligner les stratégies des différentes organisations membres en vue des processus politiques internationaux à venir.

La Global Taskforce des gouvernements locaux et régionaux a tenu sa réunion annuelle et souligné que la stratégie de l'année devrait envisager d'intensifier le développement de politiques et de dialogues politiques parmi le collectif, ainsi qu'auprès d'autres parties prenantes. La réunion d'une demi-journée organisée à l'occasion du Séminaire de CGLU a rassemblé des représentant-e-s des réseaux de membres des gouvernements locaux et régionaux de la GTF et s'est concentrée sur quatre points principaux de l'agenda :

1/ L'agenda de développement à l'horizon 2030

2/ L'agenda sur le climat

**3/ Le Nouvel agenda urbain et les relations avec
ONU-Habitat**

4/ Urban-20

« Les gouvernements locaux et régionaux localisent déjà les agendas mondiaux, mais nous devons nous assurer de la bonne intégration du langage de la localisation dans notre travail quotidien »

Lucy Slack

Secrétaire générale adjointe de CLGF

La Global Taskforce des gouvernements locaux et régionaux s'est particulièrement intéressée aux Objectifs de développement durable, notamment à l'Agenda 2030 et à l'Objectif 11, dès le début. L'un des principaux objectifs de notre plaidoyer commun a été de revendiquer que tous les Objectifs mondiaux, ainsi que les Agendas mondiaux, sont reliés aux gouvernements et aux contextes locaux.

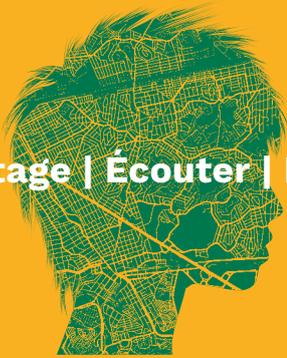
La session sur l'agenda de développement 2030 a mis en lumière les contributions de la Global Taskforce pour atteindre l'engagement 2030, notamment la collaboration avec la campagne d'action des ODD et Local 2030. Le rôle de la Global Taskforce dans la localisation des agendas mondiaux a été mis en exergue par la secrétaire générale de CGLU, **Emilia Saiz**, qui a souligné que le plaidoyer que notre collectif a mené sur l'Agenda 2030 était lié à la notion que tous les ODD concernent les gouvernements locaux. **Lucy Slack**, secrétaire générale adjointe de CLGF, a souligné les lacunes en matière de recueil des données à l'échelle locale et a affirmé que, pour parvenir à un réel modèle de gouvernance multiniveaux, il fallait appréhender solidement le concept de localisation et le diffuser auprès des gouvernements locaux et nationaux.

Le gouvernement espagnol, représenté lors de la réunion de la GTF par **Gabriel Ferrero**, directeur des politiques du développement durable au ministère espagnol des Affaires étrangères, a présenté les engagements du gouvernement espagnol envers la réalisation de l'Agenda 2030, et a souligné que la réunion prévue à Séville, avec CGLU et la Global Taskforce, représentait une étape politique cruciale avant le Forum politique de haut niveau.





Partage | Écouter | Réviser



Relier les agendas mondiaux, relier les débats sur le climat et les ODD. **Yunus Arikan**, directeur des politiques mondiales d'ICLEI, a présidé le panel et présenté les principaux événements de plaidoyer concernant le climat en 2019. Il a saisi l'opportunité pour rappeler l'héritage laissé par le collectif des gouvernements locaux sur le climat. Il a également souhaité la bienvenue à **Amanda Eichel**, directrice exécutive de la Convention mondiale des maires, nouveau partenaire de la Global Taskforce. **Natalia Vera**, secrétaire générale de nrg4SD, a posé les jalons du travail pour le collectif des gouvernements locaux et régionaux lors de la 4^e Assemblée des Nations Unies pour l'environnement, qui, pour la première fois, comprendra un sommet des villes.

Emmanuelle Pinault, directrice de la diplomatie des villes au C40, a apporté des informations actualisées sur l'**initiative Urban 20**, une plateforme pour que les villes du G20 s'organisent et présentent leur propre positionnement conjoint aux dirigeants nationaux du G20, organisé à Tokyo en 2019.

Diana López, directrice de l'unité des gouvernements locaux d'ONU-Habitat, a apporté des précisions sur les changements en cours au sein d'ONU-Habitat, l'agence des Nations Unies chargée de la protection et de la mise en œuvre du Nouvel Agenda urbain et de l'ODD 11. L'agence a entrepris une réforme de sa gouvernance, qui aboutira à la première assemblée d'Habitat, laquelle remplacera le Conseil d'administration.

Parmi les autres participant-e-s de la session, étaient présent-e-s **Paola Arjona**, directrice technique d'AL-LAs, **Marlène Siméon**, directrice de Platforma, **Ronan Dantec**, président de Climate Chance et porte-parole de CGLU sur le climat, et **Jean-François Habeau**, directeur du FMDV.

TEMPS FORT SUIVI DE LA LOCALISATION DES AGENDAS MONDIAUX : RAPPORT AU FORUM POLITIQUE DE HAUT NIVEAU

La documentation sur les points de vue et les expériences de nos membres a conduit à la publication du **deuxième rapport « Vers la localisation des Objectifs de développement durable »** en 2018, en tant que pilier de notre stratégie de plaidoyer auprès du FPHN. L'équipe de CGLU-GOLD a organisé un atelier avec la GTF pour élaborer une méthodologie et une feuille de route communes pour l'élaboration du **3e rapport sur la localisation des Objectifs de développement durable**, qui sera présenté lors du FPHN 2019 en juillet 2019. L'atelier s'est ouvert sur la présentation de la structure et des résultats de nrg4SD et du rapport de la GTF auprès du FPHN de 2018, comme suit :

- a / **Une contribution annuelle au FPHN comprenant des données et des contributions des gouvernements locaux, métropolitains et régionaux pour la préparation des VNR et la mise en œuvre des ODD.**
- b/ **Une méthodologie basée sur une enquête, combinant des questions ouvertes et fermées, et une évaluation documentaire des VNR.**
- c/ **Un enjeu crucial pour nos rapports : améliorer la visibilité au FPHN et élargir la portée de nos activités.**

CLGF et C40 ont modéré le débat sur la répartition des tâches pour la préparation du rapport 2019, qui sera présenté au FPHN 2019 par CGLU, au nom de la Global Taskforce.

2019 sera aussi l'occasion de présenter le **rapport quadriennal sur la mise en œuvre des ODD**, pour informer le FPHN sous la forme d'un instrument basé sur de solides connaissances, instrument qui vise également à aider les responsables politiques à éradiquer la pauvreté et établir des sociétés durables.

En gardant cela à l'esprit, l'équipe de CGLU-GOLD a organisé un atelier pour améliorer l'efficacité de ses rapports. L'atelier avait pour objectif d'apporter une réponse à trois questions clés, en incluant les représentant-e-s du réseau dans son ensemble et en travaillant à l'unisson pour renforcer la capacité de production de rapports du réseau.



7 SESSIONS SPECIALES

Le Séminaire et campus de CGLU avait également prévu des sessions visant à renforcer les priorités stratégiques des différents domaines du réseau. Le renforcement de la coordination entre les équipes, notamment autour de la communication et de l'égalité des genres, sera essentiel pour que l'Organisation mondiale se prépare pour le Congrès mondial et au-delà.

COMMUNICATION

Le Congrès de CGLU permet de renforcer la collaboration et d'obtenir une plus grande visibilité en tant que réseau. En tant que tel, il constitue une étape fondamentale pour les équipes de communication de l'Organisation mondiale, leur permettant d'informer les citoyen-ne-s des actions et des décisions que les gouvernements locaux prennent au quotidien.

Dans une organisation mondiale comme la nôtre, une communication coordonnée est essentielle pour élaborer un message solide, qui amplifie efficacement la voix des gouvernements locaux et régionaux. Le Campus de CGLU sur la communication avait pour objectif de renforcer la coordination entre le Secrétariat mondial, les sections et les commissions, afin de trouver de nouvelles synergies en vue du Congrès mondial de CGLU.

C'était la première fois que les coordonnateurs principaux de toutes les parties du réseau chargées de la communication se réunissaient, afin de partager leurs expériences, leurs défis et leurs récits au niveau régional et mondial.





La première partie de la session consistait en une réunion : un exercice pour faire connaissance, au cours duquel les participant-e-s étaient invité-e-s à partager leurs « superpouvoirs », ainsi que leurs craintes et leurs espoirs en rapport avec la session. Le but de cet exercice était de trouver des synergies communes au sein du groupe, en encourageant les participant-e-s à échanger entre eux.

Les participant-e-s ont expliqué pourquoi la session leur avait été utile à la fin, soulignant que les défis et réflexions partagés permettaient de mieux comprendre les priorités des équipes de communication du réseau, de partager leur enthousiasme pour les gouvernements locaux et de rationaliser la collaboration à l'avenir.

Après l'atelier, une session de suivi s'est déroulée, au cours de laquelle les responsables de la communication se sont engagés à atteindre quatre résultats concrets, afin de développer pleinement les stratégies et les actions communes en vue du Congrès de CGLU :

- 1/ **Un répertoire « *Who is Who ?* », afin de connaître les responsables de la communication, sous la forme d'une liste de diffusion et d'un agenda Google comportant des événements marquants.**
- 2/ **Un album collaboratif Flickr pour le Séminaire et au-delà.**
- 3/ **Un groupe Twitter.**
- 4/ **Un « Centre des médias » au sein du Congrès de CGLU.**

APPRENTISSAGE

Le 4e Forum d'apprentissage aura lieu pendant le Congrès mondial de CGLU, et le Séminaire a permis d'affiner et co-définir les thématiques et priorités dans la méthodologie qui guideront les activités pour l'année et en vue du Forum qui, à son tour, devrait inspirer l'agenda d'apprentissage de CGLU pour les années à venir.

La session d'apprentissage pendant le Séminaire, organisée en format de World Café, visait à établir, avec la famille de CGLU, les principales nécessités et attentes sur les points suivants :

- 1/ **Processus de localisation des ODD.**
- 2/ **Priorités dans les thèmes d'apprentissage entre pairs.**
- 3/ **Alignement des activités d'apprentissage sur les ODD et propositions de domaines thématiques.**
- 4/ **Le Forum d'apprentissage de CGLU.**

Les résultats de l'exercice ont indiqué sept groupes d'apprentissage et quatre domaines thématiques potentiels, qui pourraient faciliter la future combinaison et l'articulation des activités, méthodologies et partenariats actuels.

L'égalité des genres est un objectif général de CGLU. Ses associations fondatrices ont une longue expérience de plaidoyer au niveau mondial, dans le but de renforcer les politiques d'égalité des genres parmi les membres, mais aussi pour encourager la participation des femmes à la prise de décisions au niveau local.

Des mesures tout aussi importantes ont été prises pour renforcer l'égalité au sein de l'Organisation mondiale, en transformant la Commission pour l'égalité des genres en une Commission permanente, en garantissant la présence de femmes à la Présidence de CGLU et en appliquant des quotas de genre aux instances statutaires de celle-ci.

Le projet de stratégie d'égalité des genres pour l'ensemble de CGLU a vu le jour lors du précédent Séminaire de CGLU en 2018, où il avait été débattu pour la première fois, et présenté à Madrid plus tard dans l'année.

Le Séminaire 2019 s'est appuyé sur les débats menés tout au long de l'année dernière, et a été l'occasion de deux sessions sur l'égalité des genres. La première, une réunion informelle, a permis aux participant·e-s de débattre des **prochaines étapes pour la stratégie d'égalité de genre de CGLU, ainsi que pour la localisation de l'ODD 5.**

En outre, les échanges qui ont eu lieu au cours de la réunion ont été organisés dans le but d'intégrer des amendements ou des révisions potentielles au document, afin d'améliorer la stratégie, en tenant compte des contributions de plusieurs domaines de travail et sections de l'Organisation.

La deuxième session, une séance de travail plus formelle, a également eu lieu pendant le Séminaire. Les participant·e-s y ont adopté un agenda pour les mois à venir.

LES ENGAGEMENTS EN VUE DE LA STRATÉGIE DE GENRE DE CGLU TOUT AU LONG DE 2019

-
- a/ Cartographier la représentation régionale des femmes parmi les instances statutaires et les membres de CGLU.

 - b/ Cartographier les activités menées par les sections régionales sur l'égalité des genres et l'intégration de la question du genre.

 - c/ Organiser une réunion de la Commission permanente sur l'égalité des genres en juillet à Paris.

 - d/ Développer une solide composante d'égalité des genres pour le Congrès mondial de CGLU en 2019, à Durban.

 - e/ Suivre de près le renouvellement des instances statutaires et encourager les nominations de femmes, ainsi que le respect du quota de 30 %.



Action locale pour et par les communautés

Depuis sa création, la communauté de pratiques sur la sécurité alimentaire, en particulier via ses gouvernements régionaux, leurs associations et CGLU-Régions, travaille sur la question de l'accès à la nourriture et la transition agricole afin de soutenir un changement de paradigme.

Christelle de Crémiers, vice-présidente de la région Centre Val de Loire, a déclaré que la démocratie alimentaire devait devenir incontournable dans les priorités politiques de l'Organisation, puisqu'il s'agit d'un vecteur de développement, inscrit dans une vision de la ville et du territoire interconnectés. La collaboration territoriale, a-t-elle ajouté, doit envisager les territoires comme des entités à part entière, au sein desquelles la ville et les zones rurales sont perçues comme un ensemble cohérent, fort d'une vision commune.

Mme de Crémiers a affirmé qu'une approche territoriale de la sécurité alimentaire permettrait de transformer la démocratie locale et de soutenir un monde dans lequel nombre de petits producteurs, respectueux de l'environnement, seront à même de s'unir et d'ancrer l'emploi et le développement local dans le territoire.

Le rôle des représentants politiques dans la démocratie alimentaire est primordial, puisqu'ils sont à même d'apporter une vision intégrée du territoire, et contribuer ainsi à changer les relations économiques à l'échelle locale. C'est à eux de réaliser les ODD, de faire entendre ce qui se passe localement, et de permettre cette transition dans leurs territoires. En raison de leur lien avec la société civile, c'est aussi leur responsabilité de sensibiliser et d'aider à renforcer les capacités des citoyens afin qu'ils prennent leurs décisions en matière de nutrition.

« Je suis convaincue que CGLU, en tant qu'association mondiale de gouvernements locaux, a une responsabilité particulière à endosser dans la faisabilité de la transition écologique. Cette transition implique nécessairement une relocalisation des activités, ce qui concerne les territoires. Qui, mieux que les élus, peuvent réaliser les Objectifs du développement durable ? »

Christelle de Crémiers
Vice-présidente de la région Centre Val de Loire



Ary Vanazzi, maire de São Leopoldo et président du Forum des autorités locales de périphérie, et **Djamel Sandid**, coordinateur du Forum de CGLU sur les villes de périphérie, ont délivré un elevator pitch pour souligner que l'inclusion des villes de périphérie est une question stratégique clé pour CGLU.

Les villes de périphérie, ont-ils affirmé, se trouvent souvent en première ligne pour l'accueil des migrant-e-s, et sont confrontées à des problèmes souvent ignorés par les gouvernements nationaux. Dans un réseau de plus en plus sensibilisé aux besoins et aux défis des villes intermédiaires, l'importance des villes de périphérie ne peut pas être sous-estimée. Les défis des villes de périphérie, a rappelé Djamel Sandid, sont des défis pour toute l'humanité puisque 70 % de l'humanité vit dans les villes.

Il sera donc impératif de renouveler les mécanismes de financement pour répondre aux défis et opportunités des villes de périphérie, pour garantir que ces villes, qui sont

« Les migrants vont dans les villes de périphérie plutôt que dans les capitales. Ces villes de périphérie sont aussi celles qui montrent la plus grande solidarité envers les migrants »

Ary Vanazzi

Maire de São Leopoldo et président du Forum des autorités locales de périphérie

les portes d'entrée du monde urbain, soient préparées pour l'avenir. Le Congrès mondial de CGLU fournira une opportunité de débattre du potentiel des villes de périphérie, de leur rôle dans le développement, et de ce dont elles ont besoin pour pleinement remplir ce rôle.

« Nous sommes les acteurs majeurs des métropoles. La métropole n'est pas uniquement une ville centrale en pleine expansion, mais plutôt une coopérative de villes. Nous avons une opportunité de présenter cette notion lors du Congrès »

Djamel Sandid

Coordinateur du Forum de CGLU sur les villes de périphérie



8 QUESTIONS A SUIVRE



Le format du Séminaire a permis d'avoir, chaque matin, un moment pendant lequel les membres pouvaient délivrer des **elevator pitches** (argumentaires éclair) sur divers sujets, parmi lesquels la transformation de la Plateforme de transfert politique de Metropolis en un mécanisme appelé USE, et une brève **session de bilan** parmi les membres du réseau sur les enjeux de l'avenir.

USE

La croissance connue par la **Plateforme de transfert politique de Metropolis (PTP)** depuis son lancement a encouragé le réseau à la développer davantage, pour la rendre plus solide et visuellement plus attrayante.

Pendant le premier elevator pitch du Séminaire, **Thomas Honeck**, chercheur urbain au département du Sénat de Berlin pour l'environnement, a présenté le travail mené par la ville de Berlin pour **relancer la PTP sous le nouveau nom de « échange sur la durabilité urbaine »** (« Urban Sustainability Exchange », soit « USE »). Forte d'un design renouvelé et d'outils plus accessibles, USE va plus loin que son prédécesseur et présente des solutions innovantes et pratiques aux questions urbaines, et permet aux villes du monde d'échanger des connaissances.

La transition de PTP à USE a été effectuée en 2018, grâce aux conseils de l'Institut de culture de la Western Sydney University. La nouvelle plateforme a été officiellement présentée après l'elevator pitch lors du Séminaire de CGLU, lors d'un événement de lancement à Berlin, où sont intervenus le maire de Berlin, **Michael Müller**, et le secrétaire général de Metropolis, **Octavi de la Varga**.

CARTOGRAPHIER LES POLITIQUES MÉTROPOLITAINES DE GENRE POUR ATTEINDRE L'ÉGALITÉ DES GENRES

Autour du monde, des niveaux inquiétants de violence envers les femmes ont pour résultat une restriction, voire un manque total de droits et d'opportunités pour les femmes et les filles. Pour une majorité de la population mondiale, qui se trouve de plus en plus concentrée dans les grandes villes, cette violence a lieu dans les espaces publics, qui ne

sont pas restreints par des frontières, à savoir les territoires métropolitains qui, en grande mesure, sont gérés par des membres de Metropolis.

Laura Pérez, conseillère municipale de Barcelone, a présenté une étude qui aborde la question de la sécurité des femmes et des filles dans l'espace public et la façon dont le genre conditionne notre accès à l'espace public.

Les résultats de l'étude ont eux-mêmes été divisés en trois domaines principaux, classés selon le type de politique développée par les gouvernements locaux :

- a/ **Politiques réactives** : quand vous souffrez de violence, que fait votre gouvernement local ?
- b/ **Politiques préventives** : que fait le gouvernement local pour empêcher cette violence ?
- c/ **Politiques transformatives** : aller au-delà de la réaction et de la prévention, et viser à transformer la façon dont la ville s'implique dans les questions de genre et d'espace public.

L'étude a montré que les gouvernements locaux appliquent encore principalement des politiques réactives mais que les politiques préventives et transformatives sont, lentement mais sûrement, en augmentation. Cette étude visait à évaluer, par le biais des politiques déjà mises en place par les gouvernements locaux, ces derniers abordent la question des discriminations dans la planification urbaine, l'argument principal étant qu'un point de vue incluant le genre est crucial pour construire des villes plus inclusives.

En cartographiant les politiques, stratégies et instruments qui encouragent des rues et des villes plus sûres et accessibles, l'espace public deviendra finalement accessible à tou-te-s. C'est l'un des éléments clés de la proposition de vague d'action sur l'espace public, qui aborderait, entre autres, l'intégration de la question du genre dans le développement de villes accessibles à tou-te-s.



Action locale pour et par les communautés

Le Sommet mondial des dirigeants locaux et régionaux servira non seulement de point de rencontre pour un dialogue innovant sur les agendas mondiaux depuis la perspective des GLR, mais il constituera également l'occasion de renouveler la stratégie du mouvement municipal dans son intégralité, ainsi que la direction de l'Organisation mondiale.

Le Sommet mondial présentera 4 circuits, - Town Hall, Assemblée, Local4Action et Statutaire - chacun conçu pour encourager les dialogues, guider les processus de débats et d'échanges qui auront lieu tout au long du Sommet, et produire ainsi des résultats spécifiques. Les valeurs centrales de CGLU d'équilibre géographique et de genre ont été prises en compte autant que possible.

Depuis des années, nous appelons à écouter les villes, ce qui est aussi important que de fournir un espace de dialogue qui nous permette de réfléchir sur nos politiques et nos solutions. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrons favoriser la transformation dont nous avons besoin.

Nous entendons passer à l'étape supérieure et inviter à la fois les partenaires et les parties prenantes à nous rejoindre, mais aussi à nous aider à formater nos politiques globales afin de façonner les communautés du futur.

Notre quête d'un siège à la table mondiale n'est pas un but en soi. Il s'agit d'une transformation de la gouvernance, de mécanismes décisionnels différents, avec des parties prenantes différentes.

Après avoir été débattus au Congrès et présentés à l'Assemblée mondiale des dirigeants locaux et régionaux, ces accomplissements aideront à éclairer le collectif vers 2020, un moment crucial de réévaluation et de réalignement des efforts mondiaux dans la réalisation des agendas internationaux.



Avec le soutien de:  Commission européenne

